

PATRICK DE LAUBIER ET ERIC MOACHON

*présentent*



# LA MAISON COMMUNE

L'Europe et la Russie  
Présentation de Jacques Delors

Colloque Latsis 1997

FRANÇOIS-XAVIER DE GUIBERT

Patrick de Laubier et Éric Moachon  
présentent

# LA MAISON COMMUNE

*L'Europe et la Russie*

*Présentation de Jacques Delors*  
*« L'union européenne entre l'unité et la diversité »*

Colloque Latsis 1997

F.-X. de Guibert (O.E.I.L.)  
3, rue Jean-François-Gerbillon, 75006 Paris

## Avant-propos

Le prix Latsis donne chaque année l'occasion d'organiser un colloque dont on trouvera ici les actes \*. Le thème choisi : « La maison commune » évoque aussitôt une expression célèbre utilisée d'abord par Gorbatchev et reprise ensuite pour évoquer les liens entre l'Europe qui se construit et la Russie post-communiste.

M. Jacques Delors présente ici *l'Union européenne entre l'unité et la diversité* avec la compétence qu'on lui connaît.

Des représentants de l'Europe orientale et des spécialistes de l'Union européenne apportent leurs contributions dont on trouvera ici des échos. Qu'un tel débat ait pu se dérouler à l'Université de Genève revêt un caractère symbolique. À quelques mètres, Lénine et ses amis se réunissaient pour préparer la révolution et c'est aussi à Genève que les pionniers de l'Union européenne se sont réunis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La Suisse reste encore hors de l'Europe communautaire, mais la « Maison

---

\* Une autre publication dans le cadre du prix Latsis est intitulée *Un drame russe*, Stolypine, Joan de Kronstadt et la Russie avant 1914, François-Xavier de Guibert, Paris, 1998.

commune » lui fait d'ores et déjà une place, culturellement et spirituellement.

Puisse ce colloque être un signe d'une autre étape, pour la Suisse et aussi pour la Russie, dans la diversité préconisée par Jacques Delors.

P.L.

## **« L'Union européenne entre l'unité et la diversité »**

**Monsieur le Président Jacques Delors**

*Madame la Conseillère fédérale, Madame la Conseillère d'État, Monsieur le Conseiller d'État, Excellence, Mesdames et Messieurs,*

*Je suis à la fois heureux et honoré de me trouver à Genève, dans son Université et son dynamique Institut européen, à l'invitation de la Fondation Latsis – dont je salue au passage l'action en faveur des jeunes chercheurs et des jeunes chercheuses dans le domaine fondamental. Quand on m'a demandé le sujet que je souhaitais traiter, j'ai bien entendu pensé à la Suisse, à sa spécificité, à son histoire, aux craintes et aspirations de ses habitants. La Suisse a toujours été – qui pourrait le contester ? – au cœur de l'aventure spirituelle et intellectuelle de l'Europe. Elle a donné à l'Europe des savants, des intellectuels, des pédagogues de grand talent, et continuera à le faire. Elle a été le lieu de bien des rencontres historiques, elle est citée dans les mémoires de nombreux intellectuels célèbres et, par conséquent, j'ai pensé que, compte tenu des interrogations existantes dans ce pays, je pouvais peut-être m'attaquer à ce sujet monumental très difficile, qui est l'unité et la diversité dans l'Union européenne.*

*Mais ne croyez pas que ce sujet ne soit d'actualité qu'en*

énergiques et floues qui lui permettaient de mener une politique subtile et parfois déconcertante. Dans ce cas précis, l'inconvénient c'est qu'on ne sait plus très bien la place de la Russie au-delà de l'Oural.

Pour terminer avec les expressions célèbres, évoquons l'idée des « deux poumons » que l'on doit à Wessles Ivanov, talentueux écrivain et poète russe qui avait du mal à ne respirer avec un seul poumon et qui s'était même installé à Rome, pour compléter en ce qui le concernait, le poumon oriental, dont il avait largement usé jusque-là en Russie, par le poumon occidental.

Jean-Paul II venu aussi de l'Europe orientale a éprouvé le besoin de prôner une Europe à deux poumons, qu'il a d'ailleurs largement contribué à inaugurer, en commençant par la Pologne et en espérant terminer par la Russie.

Concluons en disant avec François Perroux que cette Europe, loin de se renfermer, doit être aussi « une Europe sans rivages », dont le génie expansif, dans le bien plutôt que dans le mal, doit s'ouvrir à une dynamique de partage qui puisse bénéficier, en premier lieu, à ses membres les plus démunis. Elle devrait finir par s'ouvrir politiquement aux 40 pays qui la composent sans oublier, puisque nous sommes à Genève, la Suisse, qu'on appelait au Moyen Âge « le jardin de l'Europe ».

## Introduction

Professeur Dusan Sidjanski <sup>2</sup>

La Russie et la Communauté des États Indépendants (CEI) occupent une position centrale pour l'avenir de l'Europe. À ce titre, elles soulèvent plus d'une interrogation dont les deux termes d'alternative extrêmes ont été articulés par deux auteurs américains. Samuel Huntington, dans son ouvrage *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* (1996) et Lester Thurow dans *Head to Head* (*La Maison Europe*) (1992).

L'apport de Huntington consiste dans l'importance primordiale attribuée au contenu, à la civilisation et à la culture. Civilisation et culture se réfèrent toutes les deux à l'ensemble des modes de vie d'un peuple. Elles comprennent à la fois « valeurs, normes, institutions et modes de penser auxquels les générations successives d'une société donnée ont attaché une importance primordiale »<sup>3</sup>. À Durkheim et Mauss, il emprunte la notion d'une sorte de milieu moral embrassant un certain nombre de nations, dont les cultures nationales ne sont que des formes particulières de l'ensemble<sup>4</sup>. Cette défi-

2. Institut européen, Université de Genève.

3. Adda B. Bozellan « Civilizations under Stress » *Virginia Quarterly Review*, 51, 1975, p. 1.

4. Émile Durkheim et Marcel Mauss, « Note sur la notion de civilisation », *Recherches sociales*, 38 (1971), p. 811.

nition n'est pas sans rappeler la formule de Denis de Rougemont selon laquelle la culture européenne est à la fois commune et diversifiée comme si les cultures que l'on appelle nationales, régionales ou locales n'étaient que des variations sur un thème commun. Pour Denis de Rougemont l'héritage culturel « représente d'abord la somme de tous les "produits" de la culture au cours des âges : religions et philosophies, arts et lettres, sciences et techniques, idéaux et pratiques politiques, législations et codes de la Cité, jugements moraux, esthétiques et critiques, réflexes acquis et sagesse proverbiale, et enfin ou d'abord les langues et tout ce qu'elles conditionnent – modes de sentir, de juger, de penser – à quoi s'ajoutent, puisque ces éléments constitutifs sont pluriels et souvent antinomiques, leurs combinaisons en systèmes toujours plus complexes, successifs ou simultanés, et les interactions de ces systèmes... »<sup>5</sup>.

Le point de départ de S. Huntington n'est pas fondamentalement différent. Il comporte au début de sa démarche des prises en compte de paramètres multiples : langues, religions, modernisation (séparation État-Eglise, institutions représentatives, styles ou modes de vie). Tout en reconnaissant le rôle de ces facteurs, il conclut que, dans une large mesure, les civilisations majeures de l'histoire de l'humanité ont été étroitement identifiées avec les grandes religions du monde<sup>6</sup>. Dès lors, tout en négligeant les autres œuvres et aspects de la civilisation, S. Huntington se réfère principalement au critère religieux qui le conduit à rétablir la ligne de séparation entre les peuples appartenant au Christianisme occidental (catholiques et protestants) d'une part et les peuples se réclamant de l'Islam et de l'Orthodoxie (musulmans et orthodoxes) d'autre part<sup>7</sup>. Cette ligne

5. Denis de Rougemont, « L'Héritage culturel de l'Europe » dans *Écrits sur l'Europe*, vol. II, Édition établie et présentée par Christophe Calame, Paris, Éd. de la Différence, 1994, p.

6. S. Huntington, *op. cit.*, p. 42.

7. *Op. cit.*, pp. 158 à 162.

de séparation passe entre la Finlande et la Russie, entre les États baltes et la Russie, à travers la Biélorussie occidentale, puis l'Ukraine en séparant l'Ouest des Uniates de l'Est des Orthodoxes. Elle traverse la Roumanie entre la Transylvanie peuplée par des Hongrois catholiques et le reste du pays. Elle continue en séparant la Slovénie et la Croatie des autres Républiques de l'ancienne Yougoslavie. Et de rappeler que cette ligne coïncide dans les Balkans avec la division historique entre l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman.

Et S. Huntington de poursuivre en affirmant que c'est la frontière culturelle de l'Europe qui, dans l'ère de l'après-guerre froide, est aussi la frontière politique et économique de l'Europe et de l'Occident. D'après lui, le paradigme de la civilisation fournit donc une césure (coupure claire) et une réponse obligée à la question qui se pose à l'Europe occidentale de savoir où finit l'Europe : L'Europe finit là où s'arrête le Christianisme occidental et où commencent l'Islam et l'Orthodoxie. Du même coup, il rejette la Grèce, berceau de la culture européenne et refuse de considérer comme Européens les peuples de religion orthodoxe. Il privilégie le critère religieux en le surdimensionnant et en lui attribuant un effet de séparation sinon d'opposition. Devant cette condition extrême tous les autres facteurs s'effacent qu'il s'agisse de solidarités par interdépendance économique, par proximité géographique, par affinité linguistique. En définitive, la religion qu'il identifie à la civilisation devient un facteur de séparation au lieu d'être une force de rapprochement et de solidarité. Sa thèse s'inscrit en opposition à l'idée d'un christianisme œcuménique et *a fortiori* contre le rapprochement entre les religions et notamment le catholicisme et l'orthodoxie deux religions sœurs issues d'une même source. Déjà au XIX<sup>e</sup> siècle le philosophe russe Soloviev avait entrepris une grande campagne en Russie et auprès des Slaves du Sud pour rapprocher ces deux grands courants du christianisme. L'entêtement qu'il met à séparer, voire à opposer, catholiques et

protestants aux musulmans et orthodoxes est surprenant, d'autant plus que pour accentuer la séparation il ne cesse de placer les musulmans avant les orthodoxes. Cette manière de procéder témoigne en outre d'une méconnaissance des réalités des Balkans. Il est pourtant de notoriété publique que dans l'Empire ottoman les peuples orthodoxes grecs, serbes et bulgares ont conservé leurs identités durant les siècles d'occupation quand ils ne les ont pas affirmées par opposition à la puissance ottomane. Quelques séquelles de ces clivages sont encore perceptibles aujourd'hui notamment en Bosnie, en Serbie et en Macédoine ou dans les relations entre la Grèce et la Turquie. Est-ce une raison pour chercher à leur attribuer un rôle semblable à celui que ces oppositions ont joué dans le passé ?

Les dangers pour la sécurité européenne ont éclaté au grand jour dans le conflit de l'ex-Yougoslavie. Le conflit est une épreuve pour l'Europe et pour nous tous. Les droits et la dignité de l'homme ont été foulés aux pieds tandis qu'à la place d'une Yougoslavie multinationale se sont érigés des États-Nations qui ont pour ambition de devenir homogènes, ethniquement et nationalement purs à l'opposé des principes de tolérance et de respect des communautés minoritaires. La source de ce conflit serait, selon certains historiens et politologues, à rechercher dans la fracture culturelle entre l'Occident romain et l'Orient orthodoxe dont l'épicentre se situerait en Bosnie. Cette interprétation vaudrait également pour l'opposition entre Croates et Serbes. Elle n'a qu'un défaut : elle néglige l'essentiel qu'est la culture européenne issue de la Grèce antique, de Jérusalem, du Christianisme et des contributions de nombreuses cultures extérieures. C'est oublier les valeurs européennes, qui, bien que peu respectées dans cette région, méritent d'y renaître : le respect de l'autre et la tolérance, au premier chef.

Cette tragédie au cœur de l'Europe est un avertissement. En effet, une contagion n'est pas à exclure, d'autant

plus que les revendications violentes au pays basque, en Corse ou en Irlande du Nord, au sein même de l'Union européenne, ont une certaine parenté avec l'explosion nationaliste extrême en ex-Yougoslavie. D'autres tensions latentes ou actuelles existent dans les pays de la CEI, mais aussi en Bulgarie avec la communauté turque ainsi qu'entre la Hongrie et la Roumanie ou la Slovaquie, où vivent des communautés hongroises. Doit-on dès lors se résigner au choc des cultures et des civilisations qu'annonce Samuel Huntington ? Peut-on opposer Byzance à Rome, Athènes à Jérusalem, la culture de l'Europe occidentale à la culture russe, qui toutes, à des degrés divers, sont à l'origine de la culture européenne qu'elles continuent à enrichir. Je crois qu'il faut rejeter cette démarche qui vise à fragmenter au lieu d'unir et qui recrée des frontières culturelles pour justifier ou expliquer les conflits actuels.

Et que penser des exclusions qu'il prononce à l'égard des pays de l'Europe de l'Est et du Sud-Est et notamment à l'égard de la Russie. La culture européenne est-elle concevable sans l'apport russe ? Cette exclusion de l'Europe ne se limite pas à un jugement abstrait, mais trouve des prolongements concrets dans l'aménagement du monde occidental et dans le choix qu'il opère entre pays qui devraient faire partie de l'Union européenne ou de l'OTAN. Les exigences du respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et de l'État de droit qui sont affirmées expressément dans le traité d'Amsterdam, de même que les exigences économiques ne semblent pas prises en compte par l'auteur<sup>8</sup>. Il en conclut que dans l'élargissement de l'Union européenne la préférence va clairement aux États qui appartiennent à la culture occidentale et qui tendent aussi à être économiquement plus

8. *Op. cit.*, pp. 160 et 161, « The identification of Europe with Western Christendom provides a clear criterion for the admission of new members to Western organizations ».

développés. Si l'on appliquait ce critère, les pays de Vise-grad (Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie), les États baltes, la Slovénie, la Croatie deviendraient membres de l'Union européenne laquelle serait de la sorte en conformité avec la civilisation occidentale telle qu'elle a existé dans l'histoire de l'Europe. Il faut reconnaître, cependant, que, par la suite, l'auteur cherche à promouvoir un dialogue des civilisations afin de préserver la paix. Malgré les critiques dont il est l'objet, l'ouvrage de Huntington a le mérite d'avoir suscité un grand débat et d'avoir souligné le rôle-clé des cultures, des valeurs dont les religions sont une des grandes sources mais pas la seule.

Lester Thurow a pris le contre-pied de la thèse de Huntington dans son livre sur la Maison Europe paru d'ailleurs bien avant celui sur le « clash » des civilisations, en mettant en évidence le rôle de premier plan que vont remplir les *normes* qui gouverneront les relations économiques mondiales<sup>9</sup>. La question est de savoir selon lui qui, des États-Unis, de l'Europe ou du Japon, aura la charge de définir *les règles du commerce mondial au XXI<sup>e</sup> siècle*. Les États-Unis seront la superpuissance militaire du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais c'est le premier des handicaps s'ils veulent aussi rester une superpuissance économique. Paul Kennedy avait auparavant décrit le divorce entre puissance militaire et puissance économique des États-Unis, cette dernière ayant de moins en moins de capacité, ou de volonté, à supporter la première<sup>10</sup>. La guerre du Golfe a fourni un exemple de la disjonction entre le militaire et l'économique. Tout en conservant un impressionnant potentiel économique et disposant d'une dynamique scientifique et d'innovations technologiques sans pareil, les États-Unis ont gaspillé, selon Lester Thurow, une grande partie de cet avantage initial en

9. *La Maison Europe superpuissance du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Calmann-Lévy, 1992, p. 273.

10. *The Rise and Fall of the great Powers, Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, New York, Random House, 1987.

laissant s'atrophier leur système éducatif de base, bien que par ailleurs ils aient des atouts importants dans le domaine culturel : la culture américaine permet d'assimiler les étrangers très rapidement — avantage qui semble menacé par les revendications des cultures ethno-nationales — et de gérer efficacement les entreprises multinationales. « Les États-Unis sont parfaitement capables de réclamer le XXI<sup>e</sup> siècle pour eux tout seuls. Le problème, ce n'est pas de gagner, c'est de se convaincre eux-mêmes que le jeu a changé — qu'il va falloir jouer avec d'autres règles et une autre stratégie. »<sup>11</sup> D'autant plus qu'ayant depuis 1989 le monopole de la superpuissance, ils sont tentés d'imposer leurs solutions et leurs règles de manière unilatérale à un monde économique multipolaire. Or, dans un monde exposé à la concurrence de trois pôles principaux de puissance économique — États-Unis, Japon, Europe et soumis à la tension entre globalisation et fragmentation, il est de moins en moins possible d'imposer par la force des solutions durables. Celles-ci exigent, en effet, une démarche coopérative reposant sinon sur l'adhésion, du moins sur le consentement des principaux acteurs de la vie économique.

De l'avis de Lester Thurow, l'Europe a la meilleure position stratégique sur l'échiquier économique mondial. Elle aura les chances de devenir le leader économique au XXI<sup>e</sup> siècle. Ses atouts sont nombreux : elle forme le seul groupe de 800 millions d'habitants qui soient à la fois bien éduqués et sortis de la pauvreté. Or la ressource humaine, l'éducation, constitue plus que par le passé le principal facteur du développement. À l'Allemagne, n° 1 en matière de production et d'échanges, s'ajoutent le potentiel scientifique de la Russie, la créativité de la France et de l'Italie et le grand marché financier de Londres. Mis ensemble, ces potentiels qui combinent les deux variantes du capitalisme, la communautaire et l'individualiste, constituent une

11. Lester Thurow, *op. cit.*, p. 278.

chance exceptionnelle. De surcroît, par sa position dans l'économie et le commerce du monde, l'Europe aura l'avantage d'avoir la responsabilité de définir les règles du commerce mondial au XXI<sup>e</sup> siècle.

Mais, pour cela, l'Europe doit remplir plusieurs conditions : intégrer réellement les économies de l'Europe occidentale, puis l'Europe centrale et orientale et s'associer étroitement la Russie et les pays de la CEI ; réussir dans les pays ex-communistes la conversion à l'économie de marché avec l'aide substantielle de l'Europe occidentale ; dépasser les querelles de peuples et de frontières qui ont refait surface à l'Est et qui risquent de se propager à l'Ouest ; comprendre que les identités nationales ne seront pas gommées mais, au contraire, seront sauvegardées au sein de l'Union dans la diversité. Ces obstacles franchis, l'Europe sera en mesure de jouer ses atouts, dont sa riche diversité qui devrait la prédisposer à mieux accepter les différences des autres et à rechercher des solutions communes dans des compromis et le jeu coopératif.

Deux interprétations et deux visions de l'évolution, l'une sous l'angle des civilisations assimilées aux grandes religions et l'autre dans la perspective des normes d'échange et des ressources humaines. Leurs conceptions de base bien qu'opposées au vu de leurs conséquences se rapprochent en raison de leur souci partagé au sujet des normes soit religieuses ou morales soit économiques et techniques ainsi que de l'importance attribuée à la culture et à l'éducation. Or, le nouveau fédéralisme européen en gestation se fonde, selon l'idée centrale de Denis de Rougemont, sur le fond commun de la culture européenne riche par sa diversité et dont le monde orthodoxe et russe, source de créativité, est partie intégrante. Sur la base de cette communauté de culture profonde peut se concrétiser le rapprochement entre les deux Europes et s'édifier pas à pas une grande Europe rassemblant sous un toit commun deux pôles dynamiques : l'un formé autour de l'Union européenne et l'autre des pays de la CEI autour de la

Russie. Mais cette nouvelle architecture dépassant les divisions des frontières nationales culturelles ou politiques ne peut s'ériger que sur les valeurs et les principes communs de la libre association, de la démocratie, des droits de l'homme et du respect des personnes et des communautés minoritaires. Ce sont les principes fondamentaux sur lesquels repose l'Union européenne et que le traité d'Amsterdam a codifié dans la version révisée du traité sur l'Union européenne signée le 2 octobre 1997. C'est sur cette base que se déroule le processus d'élargissement de l'Union ainsi que la construction de l'Europe, laquelle, en s'appuyant sur deux foyers fédératifs, pourrait s'épanouir au sein d'un ensemble confédéral. Tels sont à la fois le défi et la promesse d'un nouveau fédéralisme européen en quête d'équilibres dynamiques entre unité et diversité, susceptibles de préserver leurs identités propres de même que celles de leurs composantes tout en maximisant les potentiels des deux sous-ensembles et partant de l'Europe Unie.

Le nouveau fédéralisme européen en formation cherche à se situer au point de convergence entre cultures et valeurs, économie et technologie avancée, au moyen d'une approche politique à la fois globale, multiple et variée. De la sorte, tout en bénéficiant des apports des expériences d'unions fédérales et de la vision fédéraliste des pères fondateurs mais aussi des approches néofonctionnaliste, systémique et de communication, le nouveau fédéralisme européen ne se limite pas aux acteurs et aux processus de décision mais s'enrichit de la dimension substantielle des valeurs et des normes ainsi que de l'ampleur des effets de réseaux de communication. Autour de foyers de réseaux multiples se développent des tendances novatrices dans un environnement fortement diversifié sous des formes aussi bien d'identités culturelles ou politiques, nationales, régionales ou locales que de réseaux en chaînes en constante adaptation aux besoins et aux aspirations. Sur ces éléments à la fois stables et mouvants se font et défont des constel-

lations autour des foyers fédérateurs en fonction des proximités d'intérêts et de sécurité et des affinités de culture et de valeurs. C'est ainsi que s'élabore, de proche en proche et dans une orientation valorisante, l'avenir fédéraliste de l'Europe, garantie et espérances pour les jeunes générations.